

Construction de locaux en Picardie en 2014

n° 177
février
2015

Les bulletins de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PICARDIE

Avec un peu plus de 900 000 m², la surface autorisée à la construction de locaux en Picardie durant l'année 2014 est moindre qu'en 2013. L'industrie, la culture et les loisirs font partie des rares activités où la surface des locaux autorisés a progressé. Les mises en chantier occupent en 2014 une surface de 700 milliers de m², proche de celle de 2013.

Surface de plancher des locaux autorisés et commencés en Picardie
en millier de m²

| | 2013 | 2014 | variation 2014 / 2013 en % |
|---------------------------------------|----------------|--------------|----------------------------------|
| AUTORISÉS | 1 069,4 | 918,0 | -14,2 |
| Selon le type d'activité | | | |
| Hébergement hôtelier | 17,8 | 10,4 | -41,4 |
| Bureaux | 105,5 | 64,9 | -38,4 |
| Commerce | 154,6 | 111,4 | -28,0 |
| Artisanat | 32,7 | 39,7 | 21,4 |
| Industrie | 95,1 | 110,8 | 16,5 |
| Exploitation agricole ou forestière | 343,9 | 307,3 | -10,6 |
| Entrepôt | 187,1 | 133,2 | -28,8 |
| Service public ou d'intérêt collectif | 132,6 | 140,3 | 5,8 |
| COMMENCÉS | 719,7 | 705,1 | -2,0 |
| Selon le type d'activité | | | |
| Hébergement hôtelier | 3,0 | 2,1 | -28,5 |
| Bureaux | 71,6 | 59,8 | -16,4 |
| Commerce | 118,2 | 80,2 | -32,2 |
| Artisanat | 15,8 | 20,9 | 32,0 |
| Industrie | 94,0 | 89,8 | -4,5 |
| Exploitation agricole ou forestière | 202,4 | 180,8 | -10,7 |
| Entrepôt | 32,0 | 163,7 | 411,3 |
| Service public ou d'intérêt collectif | 182,7 | 107,9 | -40,9 |

Source : Dreal Picardie, Sit@del2, en surface de plancher



La surface autorisée pour les locaux en Picardie plus faible en 2014 qu'en 2013

Sur l'ensemble de l'année 2014, les autorisations de locaux non-résidentiels ont atteint en Picardie 918 milliers de mètres carrés de surface de plancher (tableau page 1), ce qui représente une baisse de 14 % par rapport à 2013. Cette diminution est quasiment la même sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Entre 2013 et 2014, les surfaces affectées aux locaux ont régressé en Picardie dans les activités suivantes : l'exploitation agricole et forestière (-11 %), le commerce et la logistique (de -27 % chacune), les bureaux (-38 %) et l'hébergement hôtelier (-41 %). Elles se sont accrues en revanche dans les secteurs de l'artisanat (+21 %), de l'industrie (+17 %) et du service public ou d'intérêt collectif (+ 6 %).

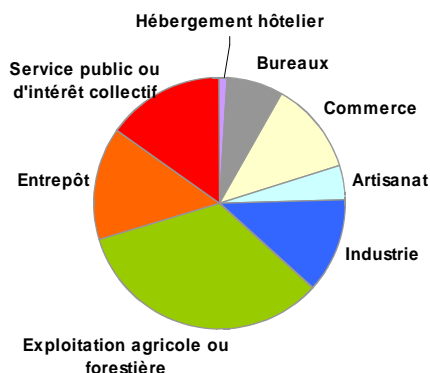
À Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly, une usine de flaconnage pharmaceutique autorisée à la construction

Comme en 2013, un tiers de la surface autorisée en locaux en 2014 a été en Picardie affectée aux locaux destinés à l'exploitation agricole et forestière. Avec plus de 300 milliers de m² autorisés en 2014, ce sont les premiers en termes d'espace consommé parmi les locaux.

Un peu plus de 130 milliers de m² ont été autorisés en 2014 pour la construction d'entrepôts, dont deux à Roye (Somme), ou pour l'extension d'entrepôts comme à Épaux-Bézu ou Villeneuve Saint Germain, situées toutes deux dans l'Aisne.

Les locaux commerciaux viennent ensuite, avec 110 milliers de m² autorisés, pour des constructions dans l'Aisne, à Mercin-et-Vaux et Château-Thierry, ou dans la Somme, à Glisy, pour ne citer que les plus grandes surfaces concernées.

Répartition de la surface autorisée par type d'activité en Picardie en 2014
Source : Dreal Picardie, Sit@del2, en surface de plancher



Ensemble, l'industrie et l'artisanat occupent 16 % de la surface autorisée à la construction de locaux en Picardie en 2014. La plus importante surface autorisée pour un local se trouve à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly. Dans la vallée de la Bresle, spécialisée dans l'industrie du verre, sera ainsi construite une usine de flaconnage pharmaceutique intégrant un centre de recherche et développement. Parmi les bâtiments industriels ou artisanaux moins volumineux autorisés, peuvent être cités une extension des établissements Aéroliia à Méaulte, une installation de méthanisation à Gauchy et la construction d'ateliers et d'une salle de conférence à Genvry, dans l'Oise.

Les secteurs où la consommation en termes d'espace fut la plus faible sont ceux des bureaux et de l'hébergement hôtelier. La construction d'un centre d'affaires comprenant un hôtel-restaurant a été autorisée à La Chapelle-en-Serval, commune située dans le parc régional Oise-Pays de France.

Avertissement :

À compter du 1er mars 2012, les surfaces indiquées dans les permis de construire sont exprimées en « surface de plancher » en lieu et place des précédentes Shon (surface hors œuvre nette) et Shob (somme des surfaces du plancher de chaque niveau de la construction). Les résultats mentionnés dans ce document sont tous exprimés selon cette norme de mesure.

50 000 m² autorisés à des locaux dédiés à la culture et aux loisirs

En 2014, 140 milliers de m² ont été autorisés pour la construction de locaux de services publics ou d'intérêt collectif, 41 % de moins qu'en 2013. Parmi eux, 50 milliers de m² ont été autorisés pour des locaux dédiés à la culture et aux loisirs. Un bâtiment pour stocker et traiter une partie des archives départementales de la Somme sera ainsi construit à Dury, près d'Amiens, tandis que ceux de la rue Saint Fuscien à Amiens seront restructurés et étendus. Dans les équipements de loisir autorisés à la construction figurent des piscines, à Château-Thierry et à Croixrault (commune voisine de Poix-de-Picardie), ainsi qu'une salle des fêtes et un complexe sportif à Longueil-Sainte-Marie, dans l'Oise.

Dans le domaine de la santé, 30 milliers de m² de locaux ont été autorisés en 2014. Dans l'Aisne, y figure l'agrandissement d'une maison de retraite à Laon. Dans l'Oise, ont notamment été autorisées l'extension de la polyclinique Saint-Côme et la construction pour l'hôpital d'une unité de soins palliatif à Compiègne, ainsi que la création d'un Foyer d'accueil médicalisé à Bailleul-sur-Thérain. Dans la Somme, sera construit un foyer d'hébergement pour personnes handicapées mentales à Albert.

Vingt milliers de m² ont été autorisés à des locaux destinés à l'enseignement et la recherche, dont les constructions d'un collège privé à Villers-Cotterêts (dans l'Aisne), d'un groupe scolaire dans le quartier de Gournay à Creil (dans l'Oise), et d'un regroupement pédagogique à Estrées-Deniécourt (dans la Somme).

Surface de plancher des locaux de service public ou d'intérêt collectif en Picardie en 2013
en millier de m²

| | Surface de locaux autorisés | variation 2014/2013 en % | Surface de locaux commencés | variation 2014/2013 en % |
|---------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Total | 140,3 | 5,8 | 107,9 | -40,9 |
| Selon le type d'activité | | | | |
| Transport | 1,2 | -53,5 | 1,3 | -48,3 |
| Enseignement et recherche | 20,5 | -58,1 | 27,7 | -68,2 |
| Santé | 29,9 | 6,6 | 26,1 | -22,0 |
| Action sociale | 24,0 | 38,9 | 20,2 | 64,7 |
| Ouvrage spécial | 11,4 | -9,3 | 8,7 | -27,4 |
| Culture et loisirs | 53,3 | 129,6 | 23,9 | -32,6 |

Source : Dreal Picardie, Sit@del2, en surface de plancher

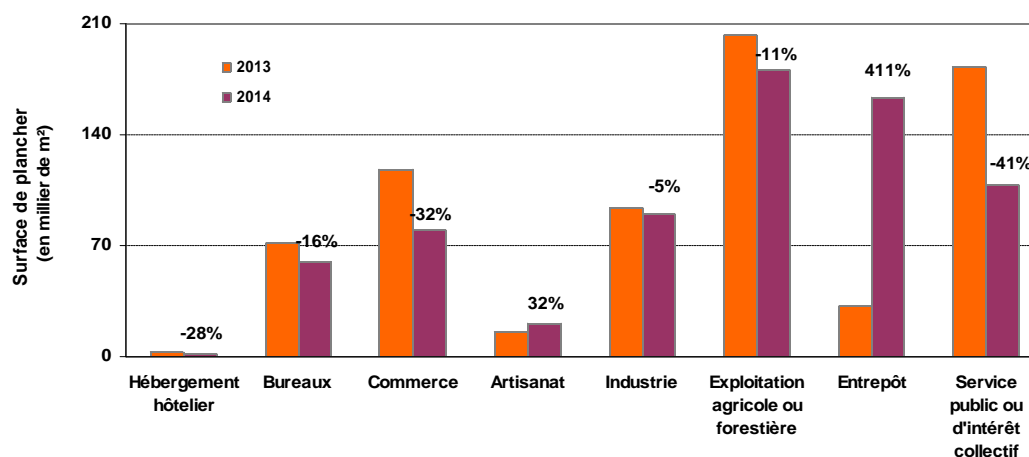
Forte hausse des mises en chantier d'entrepôts

Sur l'ensemble de l'année 2014, la mise en chantier de locaux non-résidentiels dépasse tout juste 700 milliers de mètres carrés en Picardie, soit une très légère diminution par rapport à l'année 2013 (tableau page 1). Les mises en chantier reculent moins qu'au niveau national (-9 %).

Dans la région, l'évolution entre 2013 et 2014 varie beaucoup suivant le secteur d'activité. Les seuls secteurs en progression sont les entrepôts (+411 %) et les locaux d'artisanat (+32 %). Les autres secteurs s'affichent en baisse : les locaux de service public ou d'intérêt collectif (-41 %), les commerces (-32 %), l'hébergement hôtelier (-28 %), les bureaux (-16 %), les locaux affectés à l'exploitation agricole et forestière (11 %) et les locaux industriels (5 %).

Surface de plancher des locaux commencés en Picardie en 2013 et 2014

Source : Dreal Picardie, Sit@del2



Dans la Somme, progression des surfaces de locaux mis en chantier

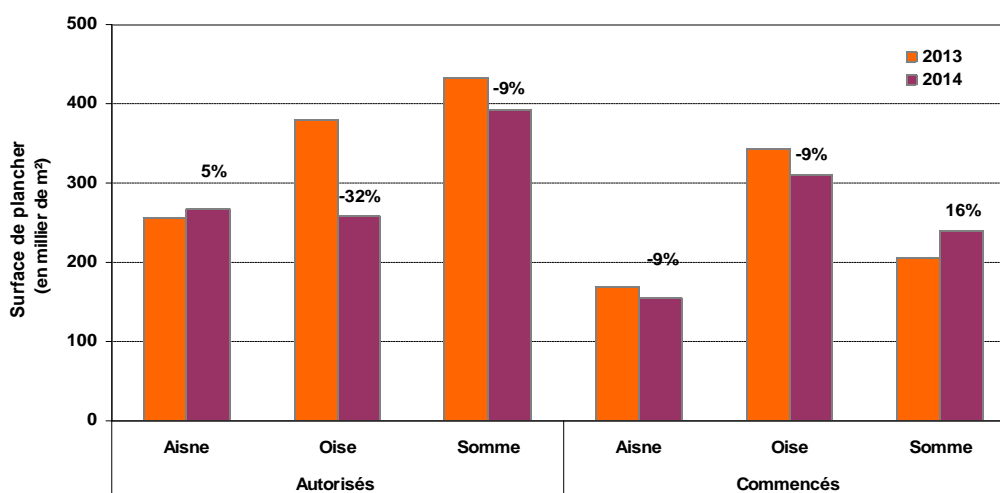
Dans l'Aisne, 270 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés en 2013, ce qui représente une petite augmentation par rapport à 2012. Cette hausse concerne surtout les locaux dédiés au commerce ou à l'entreposage. Les mises en chantier de l'ensemble des locaux ont diminué de 9 %.

Dans l'Oise, 260 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés et 310 milliers mis en chantier en 2014. Les autorisations comme les commencements de travaux des locaux sont en baisse par rapport à 2013.

Dans la Somme, près de 400 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été autorisés en 2014, 9 % de moins qu'en 2013. En 2014, 240 milliers de mètres carrés de locaux non-résidentiels ont été mis en chantier, soit 33 milliers de plus qu'en 2013. Cette hausse s'observe dans toutes les activités, hormis celles de l'hébergement hôtelier.

Locaux autorisés et commencés par département en 2013 et 2014

Source : Dreal Picardie, Sit@del2



Note explicative

Les chiffres publiés dans ce document sont élaborés à partir de résultats issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Conception – réalisation :

DREAL Picardie
Service GCGE –
Unité Statistiques

Anne Évrard,
Gérard Geirnaert

Contacts :

Anne Évrard
Statisticienne
tél. : 03 22 82 25 43
anne.evrard@developpement-durable.gouv.fr

Gérard Geirnaert
tél. : 03 22 82 25 43
gerard.geirnaert@developpement-durable.gouv.fr

Les bulletins de la DREAL Picardie

DREAL Picardie
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS Cedex 1
tél. : 03 22 82 25 00
Fax : 03 22 91 73 77

Directeur de la Publication :
Thierry Vatin

courriel de la DREAL :
dreal-picardie@developpement-durable.gouv.fr

ISSN papier : 2103-9798
ISSN en ligne : 2267-2605

Dépôt légal : 1^{er} trim 2015

impression DREAL